

L'état-major US dénonce l'influence des faucons libéraux sur la Maison-Blanche

par Thierry Meyssan

Les militaires peuvent-ils influencer les politiques ou doivent-ils se contenter de leur obéir, même lorsqu'ils constatent leurs erreurs ? C'était le thème d'un célèbre article du colonel James H. Baker, actuel stratège du Pentagone. C'est aussi le sens de l'article de Seymour Hersh sur la manière dont l'état-major n'a cessé de mettre en garde la Maison-Blanche à propos des opérations de la CIA en Syrie et en Ukraine. Depuis plusieurs mois, le complexe militaro-industriel, l'ancien directeur de la DIA, puis l'ancien chef d'état-major, et aujourd'hui l'ancien secrétaire à la Défense multiplient les critiques de la politique du président Obama.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 28 DÉCEMBRE 2015

فارسی ESPAÑOL ITALIANO PORTUGUÉS TÜRKÇE



L'ancien directeur de la Défense Intelligence Agency (DIA), Michael T. Flynn, et l'ancien président du Comité des chefs d'état-major (JCS), Martin Dempsey, et leurs épouses. Après avoir obéi en silence, ils ne ménagent plus leurs critiques de l'influence des faucons libéraux sur la Maison-Blanche. Selon eux, Washington doit agir en partenaire

fiable de Moscou au lieu de multiplier les coups tordus en Syrie et en Ukraine.

Depuis la conférence de Genève, en juin 2012, les États-Unis accumulent les contradictions à la fois à propos de la Syrie et de l'Ukraine. Cependant, l'état-major a choisi de faire fuiter sa position de manière à influencer la Maison-Blanche.

Contradictions et hésitations de la Maison-Blanche

Durant les mandats de George W. Bush, la Maison-Blanche souhaitait renverser la République arabe syrienne et créer une zone de chaos en Ukraine comme elle y était parvenue en Irak. Il s'agissait d'une part de poursuivre le remodelage du « Moyen-Orient élargi » et d'autre part de couper les lignes de communication terrestre entre l'Occident d'un côté, la Russie et la Chine de l'autre.

Lorsque Barak Obama lui succéda, il était conseillé à la fois par le général Brent Scowcroft et par son propre mentor en politique, Zbigniew Brzezinski. Les anciens conseillers en sécurité nationale de Jimmy Carter et de Bush père se méfiaient de la théorie straussienne du chaos. Pour eux, le monde devait être organisé selon le modèle de la Paix de Westphalie, c'est-à-dire autour d'États internationalement reconnus. Comme Henry Kissinger, ils préconisaient certes d'affaiblir les États pour qu'ils ne puissent pas s'opposer à l'hégémonie US, mais pas de les détruire ; par conséquent, ils utilisaient volontiers des groupes non-étatiques pour leurs basses œuvres, mais ils n'entendaient pas leur confier la gestion de territoires.

Lorsque les faucons libéraux, autour d'Hillary Clinton, de Jeffrey Feltman et de David Petraeus —un général de salon passé dans le civil—, sabotèrent l'accord que la Maison-Blanche venait de négocier avec le Kremlin et relancèrent la guerre en Syrie, en juillet 2012, Barack Obama ne réagit pas. La campagne électorale présidentielle battait son plein aux États-Unis et il ne pouvait pas se permettre de laisser apparaître au grand jour le désordre qui régnait au sein de son équipe. Il tendit donc un piège au général Petraeus qu'il fit arrêter, menottes au poignet, au lendemain de sa réélection, puis remercia Hillary Clinton et la remplaça par John Kerry. Ce

dernier était en effet capable de recoller les morceaux avec le président el-Assad avec lequel il entretenait des relations cordiales. Feltman, quant à lui, était déjà à l'Onu, et il semblait délicat de le rappeler soudainement.

Quoi qu'il en soit, John Kerry se laissa d'abord persuader que c'était trop tard et que la République arabe syrienne n'en avait plus pour longtemps. La seule chose qu'il pouvait faire, c'était d'éviter au président el-Assad la fin tragique de Mouamar el-Kadhafi, sodomisé à la baïonnette. La Maison-Blanche et le département d'État étaient aveuglés par les mensonges de l'ère Bush. À l'époque, tous les fonctionnaires étaient mobilisés, non plus pour analyser et comprendre le monde, mais pour justifier à l'avance les crimes de Washington. En 2006, le premier secrétaire de l'ambassade US à Damas, William Roebuck, avait rédigé un rapport qui faisait foi : la Syrie n'était pas une république baassiste, mais une dictature alaouite. L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie pouvaient légitimement soutenir la majorité sunnite de la population pour apporter la « démocratie de marché » [1].

Le président Obama laissa donc la CIA poursuivre son opération de renversement du régime syrien, sous couvert de soutien aux « rebelles modérés ». De vastes trafics d'armes furent organisés, d'abord depuis la Libye post-Kadhafi, puis depuis la Bulgarie de Rossen Plevneliev et Boïko Borissov [2], et plus tard depuis l'Ukraine post-Ianoukovytch [3]. Simultanément, des bureaux de recrutement sont ouverts dans tout le monde musulman pour envoyer des combattants sauver les sunnites syriens écrasés par la dictature alaouite.

Las, il faudra bien admettre que la République arabe syrienne résiste à la plus gigantesque coalition de l'Histoire (114 États et 16 organisations internationales réunies au sein des « Amis de la Syrie »). Elle y parvient simplement parce qu'elle n'a jamais été une dictature alaouite, mais bien un régime laïque et socialiste ; que les sunnites n'y sont pas massacrés par l'armée, mais qu'ils constituent la majorité des soldats qui défendent le pays face à l'agression étrangère.

Lorsque les néo-conservateurs, autour de Victoria Nuland, parvinrent à renverser le régime à Kiev à coup de milliards de dollars, en février 2014, le président Obama y vit le résultat mérité de longues années d'efforts. Il ne mesura pas tout de suite les conséquences de cette opération. Puis, il se trouva face à un dilemme : soit laisser le pays sans gouvernement, comme un trou béant entre l'Union européenne et la Russie, soit mettre au pouvoir

les petits soldats de la CIA, des nazis et quelques islamistes. Il choisit la seconde option, pensant que ses services trouveraient parmi ces mercenaires des individus capables de se respectabiliser. La suite des événements a montré qu'il n'en fut rien. En définitive, alors que le régime de Viktor Ianoukovytch était certes corrompu —mais pas plus que ceux de Moldavie, de Bulgarie ou de Géorgie, pour ne citer que ceux là—, le pouvoir actuel de Kiev incarne tout ce contre quoi Franklin D. Roosevelt se battit.



Seymour Hersh a révélé aussi bien le massacre de My Lay durant la guerre du Vietnam que les tortures de la prison d'Abu Ghraib durant celle d'Irak. Après avoir travaillé au New York Times, puis au New Yorker, il ne parvient plus à se faire publier dans son propre pays et collabore à la London Review of Books.

Ce que veulent les militaires US

Alors que la Maison-Blanche et le Kremlin viennent de conclure un second accord pour la paix au Proche-Orient, le journaliste Seymour Hersh publie, dans la *London Review of Books*, une longue enquête sur la manière dont l'état-major interarmes états-unien, sous la présidence du général Martin Dempsey, résista aux illusions de Barack Obama [4]. Selon lui, les militaires tentèrent de conserver le contact avec leurs homologues russes, malgré la gestion politique de la crise ukrainienne. Ils transmirent des informations cruciales à certains de leurs alliés, en espérant que ceux-ci les donnent aux Syriens, mais ils s'abstinrent de toute aide directe à Damas. Seymour Hersh déplore qu'il en soit aujourd'hui différemment depuis que le général Joseph Dunford a pris la présidence de l'état-major.

Dans cet article, il affirme que la politique de la Maison-Blanche n'a jamais varié sur quatre points, tous plus absurdes les uns que les autres selon les militaires :

- ▶ l'insistance sur le départ du président el-Assad ;
- ▶ l'impossibilité de créer une coalition anti-Daesh avec la Russie ;
- ▶ le fait que la Turquie est un allié stable dans la guerre contre le terrorisme ;
- ▶ et le fait qu'il existerait réellement des forces d'opposition modérée apte au soutien US.

On se souvient que le secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, fut limogé en février 2014 pour avoir questionné cette politique [5]. Il a été remplacé par Ashton Carter, un haut-fonctionnaire —ancien collaborateur de Condoleezza Rice— connu pour son sens des affaires [6].

Par la suite, en octobre 2014, la Rand Corporation, principal think tank du complexe militaro-industriel, prit officiellement position en faveur du président el-Assad. Elle souligna que sa défaite serait immanquablement suivie d'une prise de pouvoir par les jihadistes, tandis que sa victoire permettrait de stabiliser la région [7].

En août 2015, c'était au tour du général Michel T. Flynn, ancien directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA), de révéler à Al-Jazeera ses efforts pour mettre en garde la Maison-Blanche sur les opérations planifiées par la CIA et des alliés de Washington avec les jihadistes. Il commentait un de ses rapports récemment déclassifiés [8] annonçant la création de Daesh [9].

Enfin, en décembre 2015, l'ancien secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, déclarait que la position de la Maison-Blanche sur la Syrie décrédibilisait le président Obama [10].



**L'élimination du président
démocratiquement élu de Syrie est un**

objectif de guerre des faucons libéraux et des néo-conservateurs. Sa neutralisation impliquerait la chute du régime comme le lynchage de Mouamar el-Kadhafi a plongé la Libye dans le chaos. A contrario, on ne peut sauver les Syriens sans soutenir leur président, Bachar el-Assad.

Comment les militaires ont tenté d'aider la Syrie

Selon Hersh, en 2013, l'état-major états-unien aurait fait connaître à ses homologues syriens les quatre exigences de Washington pour changer de politique :

- ▶ la Syrie devrait empêcher le Hezbollah d'attaquer Israël ;
- ▶ elle devrait reprendre les négociations avec Israël pour régler la question du Golan ;
- ▶ elle devrait accepter la présence de conseillers militaires russes ;
- ▶ enfin elle devrait s'engager à procéder à de nouvelles élections à la fin de la guerre en autorisant une large frange de l'opposition à y participer.

Ce qui surprend à la lecture de ces quatre conditions, c'est soit l'absence complète de connaissance de la politique proche-orientale qu'ont les militaires états-uniens, soit leur volonté de poser des conditions qui n'en sont pas et qui seront donc immédiatement acceptées par Damas. À moins qu'il ne s'agisse de suggestions au président el-Assad pour qu'il parvienne à faire évoluer son homologue états-unien.

- ▶ En premier lieu, le Hezbollah est un réseau de résistance à l'occupation israélienne qui s'est créé au Liban en réaction à l'invasion de 1982. Il était initialement non pas encadré par les Gardiens de la Révolution iraniens, même s'il doit beaucoup aux Bassidjis, mais par l'Armée arabe syrienne. Il ne se tourna vers l'Iran qu'après le retrait de l'Armée syrienne du Liban, en 2005. Et encore, lors de la guerre israélo-libanaise de 2006, le ministre syrien de la Défense était secrètement présent sur la ligne de front pour surveiller le transfert du matériel. Aujourd'hui, le Hezbollah chiite et l'Armée arabe syrienne laïque se battent ensemble, à la fois au Liban et en Syrie, contre les jihadistes que soutient Israël, à la fois au plan aérien et en matière médicale.

- ▶ De 1995 (Wye River) à 2000 (Genève), le président états-unien Bill

Clinton organisa des négociations entre Israël et la Syrie. En définitive, tout fut négocié équitablement, alors même que la délégation israélienne trichait en écoutant les conversations téléphoniques des présidents US et syrien [11]. La paix aurait pu et aurait dû être signée, si et uniquement si le Premier ministre israélien Ehud Barack n'avait reculé au dernier moment, ainsi qu'en atteste le président Clinton dans ses mémoires [12]. Bachar el-Assad reprit, de sa propre initiative, des négociations, indirectes cette fois, via la Turquie. Mais il les interrompit lorsque Israël viola grossièrement le droit international en abordant dans les eaux internationales la « Flottille de la Liberté ». La Syrie souhaite toujours reprendre et conclure ces négociations, c'est la partie israélienne, et elle seule, qui le refuse.

- ▶ Concernant les relations militaires entre Damas et Moscou, elles remontent à la période soviétique et furent plus ou moins interrompues à l'époque de Boris Eltsine. En 2005, Bachar el-Assad se rendit en Russie pour renégocier la dette contractée avec l'Urss. Il offrit alors au Kremlin 30 kilomètres de côte pour agrandir le port militaire de Tartous, mais les Russes dont l'armée était en pleine réorganisation ne furent pas intéressés. Avant la Conférence de Genève (juin 2012), le conseiller national de sécurité Hassan Tourekmani proposa aux Russes de déployer des « Chapkas bleues » sur le sol syrien pour stabiliser le pays. Le Kremlin, observant l'activité de la CIA et l'afflux de jihadistes de tout le monde musulman, comprit un peu plus tard que cette guerre n'était qu'une répétition avant de se déplacer dans le Caucase. Vladimir Poutine déclara la Syrie « question intérieure russe » et prit l'engagement d'y déployer son armée. Si rien ne se passa en 2013 et 2014, ce n'est pas que la Russie changea d'avis, mais qu'elle prépara ses forces, notamment en mettant au point de nouvelles armes.

- ▶ Enfin, la République arabe syrienne a procédé, en mai 2014, à une élection présidentielle qualifiée de juste et démocratique par toutes les ambassades à Damas. Ce sont les Européens qui, en violation de la Convention de Vienne, ont empêché des centaines de milliers de réfugiés d'y participer. Et c'est toujours eux qui ont convaincu différents groupes d'opposition de ne pas présenter de candidats. Bachar el-Assad, qui a largement gagné ce scrutin, est prêt à remettre son mandat en jeu, de manière anticipée, à la fin de la guerre. Par un simple vote de l'Assemblée, la République pourrait accepter les candidatures de Syriens exilés, sauf ceux qui ont collaboré avec les Frères musulmans ou avec leurs

organisations armées (Al-Qaïda, Daesh, etc.).

Les militaires US ne veulent pas être pris pour des néo-conservateurs

Juste avant de quitter ses fonctions, le général Martin Dempsey avait fait nommer le colonel James H. Baker directeur de l'Office of Net Assessment, c'est-à-dire du bureau chargé de la prospective et de la stratégie au Pentagone [13]. Or, Baker a la réputation d'être à la fois droit, rationnel et raisonnable, tout à l'opposé des straussiens. Bien que Seymour Hersh ne le cite pas dans son article, on croit percevoir son empreinte sur la position de l'état-major US.

Quoi qu'il en soit, l'article de Seymour Hersh atteste de la volonté de l'état-major US de se distinguer à la fois de la Maison-Blanche et des faucons libéraux comme les généraux David Petraeus et John Allen ; une manière comme une autre de souligner que, dans le contexte actuel, le président Obama n'a plus aucune raison de poursuivre les ambiguïtés auxquelles il était astreint ces trois dernières années.

À retenir

- ▶ Au cours des derniers mois, la Rand Corporation (principal think-tank du complexe militaro-industriel), l'ancien directeur de la Defense Intelligence Agency Michael T. Flynn, l'ancien président du Comité des chefs d'état-major Martin Dempsey, et l'ancien secrétaire à la Défense Chuck Hagel ont mis en cause les contradictions et les hésitations de la Maison-Blanche.
- ▶ L'intelligentsia militaire US conteste la politique héritée de l'ère Bush de confrontation avec la Russie. Elle demande une collaboration en Syrie et en Ukraine aussi bien qu'une reprise en main des alliés que sont sensés être la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.
- ▶ Pour les officiers supérieurs US (1) il faut soutenir le président el-Assad qui doit vaincre et rester au pouvoir ; (2) il faut agir avec la Russie contre Daesh ; (3) il faut sanctionner la Turquie qui ne se comporte pas en allié, mais en ennemi ; (4) enfin il faut arrêter d'imaginer qu'il existerait des rebelles syriens modérés et de se cacher derrière ce fantasme pour laisser la CIA soutenir les terroristes.

Thierry Meyssan

[1] "Influencing the SARG in the end of 2006", William Roebuck, Cable from the *State Department*, Wikileaks.

[2] « *Mise à jour d'une nouvelle filière de trafic d'armes pour les jihadistes* », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, *Réseau Voltaire*, 24 décembre 2015.

[3] « *Le Qatar et l'Ukraine viennent de fournir des Pechora-2D à Daesh* », « *Comment le Qatar a préparé le bombardement d'un camp de l'Armée syrienne* », par Andrey Fomin, *Oriental Review* (Russie), *Réseau*

Voltaire, 22 novembre et 10 décembre 2015.

[4] "Military to Military. US intelligence sharing in the Syrian war", Seymour M. Hersh, *London Review of Books*, Vol. 38, No. 1, January 7, 2016.

[5] « Obama a-t-il encore une politique militaire ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er décembre 2014.

[6] « Ash Carter s'entoure d'une équipe de SDB Advisors », *Réseau Voltaire*, 26 décembre 2014.

[7] *Alternative Futures for Syria. Regional Implications and Challenges for the United States*, Andrew M. Liepman, Brian Nichiporuk, Jason Killmeyer, Rand Corporation, October 22, 2014.

[8] *Rapport de l'Agence de Renseignement militaire aux divers services de l'administration Obama sur les jihadistes en Syrie* (document déclassifié en anglais), 12 août 2012.

[9] « Le renseignement militaire états-unien et la Syrie », par W. Patrick Lang, *Centre français de recherche sur le renseignement* (CF2R), *Réseau Voltaire*, 21 décembre 2015.

[10] "Hagel : The White House tried to destroy me", Dan de Luce, *Foreign Policy*, December 18, 2015.

[11] *Cursed Victory : A History of Israel and the Occupied Territories* (Victoire maudite : l'histoire d'Israël et les territoires occupés), Ahron Bregman, Penguin, 2014 (Traduction disponible uniquement en allemand).

[12] *My Life*, Bill Clinton, Knopf Publishing Group, 2004.

[13] « Ashton Carter nomme le nouveau stratège du Pentagone », *Réseau Voltaire*, 17 mai 2015.

Source : « L'état-major US dénonce l'influence des faucons libéraux sur la Maison-Blanche », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 28 décembre 2015, www.voltairenet.org/article189738.html